

Titre : Economie - Mali, des indicateurs rassurants pour l'investissement public



Le Mali est le champion des résiliences. En effet, le pays affiche depuis dix (10) ans un taux de croissance minimum de 4,5%. Les vicissitudes pourtant traversées par le pays sont connues et tragiques. Elles auraient pu hypothéquer la confiance des investisseurs. Il n'empêche ! Un investissement public plus performant, une stabilité macro-économique confirmée, un développement extraordinaire et soutenu du secteur tertiaire font que le Mali est, année après année, au rendez-vous de la croissance et du progrès économique.

Avec une superficie de **1 240 000 Km²** et une population estimée à 15,3 millions d'habitants en 2013, ce pays que l'on appelait avant les indépendances le Soudan Français a récemment connu une légère progression au classement [Doing Business 2017](#). Il se positionne désormais à la 141^{ème} place. Un gain de deux (2) places par rapport à 2016 (cf. tableau ci-dessous), résultat de la mise en œuvre de réformes visant notamment l'amélioration du cadre d'affaires. Ces réformes ont permis d'améliorer la santé financière de ce pays dont les experts décrivent les perspectives macroéconomiques à moyen terme comme étant bonnes.

CLASSEMENT DU MALI AU DOING BUSINESS				
Année	2013	2015	2016	2017
Position	155	146	143	141

Malgré une légère baisse par rapport à l'année 2015, le taux de croissance du PIB ressort à 5,4 % sur l'année 2016 - il était de 6% en 2015 - grâce à une économie libéralisée. Un fléchissement dû aux contre-performances du secteur agricole qui est dépendant des aléas climatiques, mais aussi à la situation sécuritaire et politique.

Evolution du PIB de 2014 à 2016			
Année	2014	2015	2016
Pourcentage	7%	6%	5,4%

Source : <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Mali>

Pourquoi investir au Mali ?

Le Mali a connu une croissance économique stable ces dernières années, avec notamment le soutien de la Banque Mondiale à travers des projets d'appui à la compétitivité agro-industrielle. Cet engagement de la Banque Mondiale ainsi que les récentes améliorations du cadre des affaires sont des signes précurseurs d'un regain de l'activité économique.

Aussi, pour dynamiser davantage la croissance, le Gouvernement s'attèle-t-il à la transformation structurelle de l'économie et à la montée en puissance de la gestion autonome des territoires et des régions. Cette autonomisation s'inscrit dans le sillage d'une décentralisation active conçue et pensée pour assurer un développement à la base.

Le secteur minier, qui est un des moteurs de l'économie malienne, retrouve également ses marques. Les perspectives pour le développement d'une industrie basée sur l'exploitation de l'or ([45 tonnes d'or](#) produites en 2014) et des autres matières premières minérales telles que le bauxite et l'étain sont très prometteuses.

Troisième producteur africain d'or (derrière l'Afrique du Sud et le Ghana) et de coton (après le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire), le Mali entend continuer son redressement économique en redynamisant le secteur de l'agriculture qui impacte la croissance économique d'une manière générale.

Tant d'atouts qui font du Mali une terre d'opportunités pour les investisseurs qui recherchent un placement sûr. C'est en ce sens qu'en collaboration avec l'Agence UMOA-Titres, le Trésor malien procède régulièrement à des opérations de levées de fonds sur le marché régional des titres publics. La dernière en date est celle portant sur [les obligations simultanées](#).

Une stratégie de développement placée sous le sceau de la réconciliation nationale et du renforcement de la sécurité

L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé les 15 mai et 20 juin 2015, a contribué au retour de la stabilité politique.

A cela s'ajoute la récente proposition de création d'une force commune par les pays du G5 Sahel qui permettra au Mali d'être en première ligne dans la lutte contre le terrorisme avec l'appui de pays comme le Burkina Faso, la Mauritanie et le Tchad.

La politique du Gouvernement en place va dans le sens d'une sécurisation de l'espace G5, mais aussi d'une réconciliation nationale, conscient que le redressement économique du pays dépend fortement de la reprise des investissements étrangers qui, elle, est liée au maintien de la sécurité dans la zone.

Des efforts pour moderniser les infrastructures

La réhabilitation des routes nationales et les investissements consentis pour relier Bamako aux capitales sénégalaise et ivoirienne témoignent des efforts du Gouvernement pour moderniser les infrastructures et contribuer au désenclavement du pays.

L'intérieur du pays a également bénéficié de ces investissements avec, entre autres, la réhabilitation de grands axes régionaux à Mopti et Kaye pour faciliter le déplacement des populations et les échanges commerciaux.

Par ailleurs, le Gouvernement met en œuvre des réformes en matière de bonne gouvernance qui devraient s'accompagner d'une réflexion sur les mécanismes innovants à mettre en place pour optimiser l'impact des investissements étrangers.

[Abonnez-vous à la liste de diffusion](#) de l'Agence UMOA-Titres pour recevoir toutes les informations relatives au marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA)